

Libre Opinion de Jean Claude DEVEZE le 24 05 2015

Un corps politique qui risque de pourrir par la tête

Actualité déprimante le 23 mai en écoutant la revue de presse de France Inter : Agnès Saal, l'ancienne présidente de l'INA est recasée comme chargée de mission au Ministère de la culture sans avoir été sanctionnée pour ses dépenses injustifiées de taxis, elle qui voulait pratiquer une gestion « janséniste » ; bien qu'exclu du PS depuis le 9 avril 2013, Jérôme Cahuzac vient de réunir 300 amis de son ancien fief électoral, en attendant un jugement hypothétique pour ses comptes à l'étranger. Ainsi, jour après jour, s'égrènent les révélations sur les comportements douteux de responsables politiques nationaux ou locaux alors que des rapports dévoyés à l'argent emplissent l'actualité dans notre sphère publique comme privée (selon "Les Échos", BNP Paribas, la Société générale et Natixis comptaient, en 2014, 277 banquiers gagnant plus de un million d'euros par an, pour ne citer qu'un exemple).

Quant à ceux qui nous ont gouvernés, l'émission *Capital* du 17 mai dénonçait les avantages dispendieux qu'acceptent encore de recevoir nos anciens présidents de la République ; parmi ceux-ci, Nicolas Sarkozy n'a aucun scrupule de continuer à se faire payer une partie de ses collaborateurs alors qu'il est redevenu président de l'UMP.

Un de nos maux est la lenteur de notre justice qui donne l'impression que nos hauts responsables sont intouchables alors que les gueux vont en prison pour des peccadilles. Une autre de nos difficultés tient à la façon dont nous choisissons nos responsables politiques et peinons à les renouveler ; ceci tient en partie à la dérive introduite par la primauté excessive de l'ENA et des diplômes dans le recrutement de nos hauts responsables, trop d'entre eux devenant des carriéristes cyniques et/ou des politiciens arrivistes (pour certains plus occupés par l'entretien de leurs « réseaux » pour passer avant leur copains ou pour se protéger quand ils sont pris « les doigts dans la confiture » que par l'accomplissement de leur mission et la valorisation des aptitudes de leurs équipes). Enfin il faut regretter que nos élus comme nos anciens présidents et premiers ministres n'aient pas le courage d'abandonner une partie de leurs privilèges pour manifester leur solidarité vis-à-vis des français qui souffrent de la rigueur budgétaire.

Si beaucoup de fonctionnaires et d'élus se dévouent encore au service de l'État, trop nombreux sont ceux à qui la détention d'un pouvoir fait perdre le sens des réalités. Alors leurs pratiques détestables minent la confiance dans notre démocratie et alimente un populisme qui creuse la fracture entre nos élites politiques et les citoyens. De plus en plus de personnes, y compris dans mes

proches, disent qu'ils ne veulent plus voter ou même qu'ils vont déchirer leur carte d'électeur suite à la répétition de de turpitudes sans cesse reprises par nos médias.

Notre corps politique pourrit par la tête chaque fois que cette dernière se révèle incapable d'élever le débat politique pour dépasser les clivages inutiles, de montrer plus de cohérence entre son discours et ses actes et surtout de lutter contre le règne de l'argent en montrant l'exemple de la sobriété. Si notre élite politique dite éclairée veut se montrer plus pertinente, elle devra se remettre en question pour chercher avec le peuple comment construire une société plus juste et plus fraternelle qui repose sur un pacte social, civique et culturel partagé.